



## CONSEIL TERRITORIAL DU MERCREDI 20 MAI 2020

### Allocution du Président Daniel Gibbs

---

Mesdames et Messieurs les vice-présidents,  
Mesdames et messieurs les conseillers territoriaux,  
Monsieur le Président du CESC (ou son représentant),  
Mesdames et messieurs les membres de la presse,  
Cher public,

Ce conseil territorial, tout comme celui que nous avons tenu en plein confinement le 14 avril dernier, se passe à nouveau sous un format, et au cœur d'un contexte, particulièrement exceptionnel.

Pour la seconde fois dans l'Histoire de notre collectivité, et en raison d'une situation sanitaire encore fragile, nous avons dû favoriser la distanciation physique et opter pour un format dématérialisé.

Grâce aux nouvelles technologies et à l'assouplissement des règles régissant les collectivités, nous sommes tous (*ou quasiment tous*) virtuellement présents.

Notre conseil territorial se tient non seulement à distance, mais il est aussi public grâce à la transmission en direct sur notre page facebook.

C'est un exercice nouveau pour nous et je demande au public qui nous suit d'excuser d'avance les imprévus qui pourraient survenir au cours de cette séance.



J'ai bon espoir que notre prochain Conseil territorial pourra se tenir dans des conditions plus habituelles et moins impersonnelles.

Nous optimisons aussi ce temps pour rééquiper notre salle du Conseil Territorial qui a été, bien malheureusement, dépossédée de ses équipements lors d'un cambriolage qui s'est tenu dans notre Hôtel de la collectivité, maison du peuple, en plein confinement.

Sur le fond aussi, ce conseil change de l'ordinaire. La première délibération porte, vous le savez, sur la réponse budgétaire que nous entendons donner à la crise que nous traversons. C'est une crise sanitaire à l'impact social et économique considérable. Nous y reviendrons dans quelques minutes.

Cela fait maintenant sept semaines, que nous nous livrons à l'exercice de notre « Point com » un point presse hebdomadaire en live et en bilingue, que je co-présente avec la 1<sup>ère</sup> vice-Présidente de cette collectivité, Valérie Damaseau.

C'est un exercice démocratique que nous avons décidé de lancer,

dès le début de la crise. C'est un exercice nécessaire qui mobilise élus et équipes administratives et que nous entendons pérenniser au-delà de la crise.

Merci à tous ceux qui permettent la réalisation de ce format, qui sacrifient leur week-end au bénéfice de l'information du peuple.

Merci à tous ceux dont le sens aigu du service public et les performances durant la crise, nous permettent de vous faire part des actions importantes mises en œuvre pour la communauté, qu'il s'agisse d'actions sociales, de cadre de vie, d'actions économiques ou encore scolaires.

Dans cette période, tenir informés nos citoyens est une exigence.



Face aux craintes, aux doutes, au désarroi... nous nous devons d'apporter des éléments objectifs, clairs et compréhensibles.

Car, nous le voyons, tant de situations s'enchaînent, avec chacune leur lot de complexité, rendant l'action publique parfois illisible.

Nous devons la transparence la plus totale à nos administrés, sur une crise **dont personne** ne maîtrise tous les aspects.

---

Mesdames et Messieurs les vice-présidents,  
Mesdames et messieurs les conseillers territoriaux,  
Cher public,

Avant d'en venir à l'ordre du jour,  
je souhaite aborder une situation qui fait particulièrement débat depuis quelques jours,  
je parle de la gestion des frontières entre Saint-Martin et Sint-Maarten.

Le 12 mai dernier, nous avons tenu une Commission générale consacrée à la gestion des frontières,  
Commission à laquelle tous les conseillers territoriaux étaient présents. Vous avez pu vous exprimer sur le sujet, au cours d'une séance, je dois le dire, forte de sens et de responsabilité.

En réponse à la demande de certains d'entre vous, je vous avais proposé de ne pas retenir l'idée d'une motion des élus demandant la fin des contrôles, car une réunion de coopération tripartite sur le sujet devait se tenir deux jours plus tard.

Lors de cette réunion qui s'est tenue au Government building de la partie néerlandaise, la question des protocoles de déconfinement dans les deux parties de l'île a été largement abordée, notamment en ce qui concerne la reprise des écoles ou encore l'ouverture des restaurants.



Je dois saluer une volonté mutuelle des autorités de Sint-Maarten et de Saint-Martin partie française d'harmoniser autant que possible les modalités de gestion de crise, et ce dès les premiers temps.

Le sujet de la gestion des frontières a ensuite été traité entre les représentants des deux états souverains.

Je rappelle que notre présence en tant que représentant de la Collectivité de Saint-Martin, bien qu'essentielle, n'a en réalité qu'une valeur consultative.

Sint-Maarten a fait part très clairement de sa volonté, au regard du contexte de déconfinement, de mettre fin aux contrôles communs des frontières.

La Préfète ayant proposé une autre stratégie plus lointaine et qui ne convenait pas à la Première ministre, j'ai proposé une solution intermédiaire qui devait nous amener à se revoir aujourd'hui même pour faire un point sanitaire, à la lecture des résultats des dernières sessions de tests réalisées sur chaque territoire et adapter une date de fin de contrôle sur cette base.

L'organisation gouvernementale de Sint-Maarten a changé la donne, et le vote d'une motion des ministres le lendemain de cette réunion tripartite, vendredi dernier, a précipité une décision et sa mise en place immédiate durant le week-end dernier.

Cette annonce a bien évidemment pris de cours l'Etat français, je le rappelle, seul compétent pour la gestion des frontières.

Pendant le week-end,

j'ai, après avoir fait valoir ma position à la Ministre des Outre-mer, communiqué sur ma volonté d'une réouverture conjointe, au vu des circonstances.

Je voudrais ajouter quelques mots sur cette position qui reflétait la teneur de nos débats en commission générale.



Nous avons accepté le contrôle aux frontières dans un contexte d'urgence sanitaire, correspondant à la période nécessaire de confinement strict.

Mais depuis le 11 mai en France et le 17 mai en partie néerlandaise, cette phase a laissé la place à un déconfinement progressif, d'ailleurs bien plus progressif chez nos voisins, que chez nous.

J'estime dès lors que les conditions originelles de contrôle à visée exclusivement sanitaires ne sont plus réunies.

Bien plus,

Ce contrôle de passage sur présentation d'attestation avait tout insidieusement débordé sur un véritable contrôle transfrontalier avec des fouilles de véhicules (certains ici peuvent en témoigner),

des contrôles d'identités et même des contrôles de véhicules.

Nous ne sommes plus du tout, ni dans le texte, ni dans l'esprit de notre traité de Concordia. Et je pense que refuser de le considérer n'est pas acceptable.

Dès lors, je vous propose, une fois que cette crise sanitaire s'éloignera, de tenir un Conseil territorial extraordinaire qui portera sur les éléments fondateurs de notre coopération, sur notre mode de vie, notre destin commun.

Le United Congress French and Dutch que j'appelle de mes vœux depuis tant d'années est devenu une impérieuse nécessité.

Nos territoires sont trop petits, trop fragiles et vulnérables pour faire fi de la force que notre Unité peut générer.

En attendant de construire cette instance, qui mobilise France, Pays-Bas, Sint-Maarten et Saint-Martin, nous devons ouvrir ce débat en invitant nos voisins à y prendre toute leur place.



Le slogan « one island, one people, one Destiny » n'est pas une incantation !  
Et il ne doit pas le devenir pour les nouvelles générations de ce territoire.

Nous aurons à être inventifs et à tirer toutes les conséquences de cette crise.

Mes chers collègues,  
nous avons aussi quelques raisons nouvelles d'espérer.

Avec le déconfinement, nous avons aussi vécu lundi une première étape importante et réussie :

Je veux parler de la réouverture des classes de CP, CE1 et CM2 pour les enfants dont les parents sont favorables et rassurés quant à la reprise physique de l'enseignement.

Je peux vous assurer que toutes les personnes de cette collectivité qui y travaillent depuis plusieurs semaines maintenant, le font avec un souci aiguisé d'apporter le plus grand soin à la sécurité sanitaire de nos enfants.

Nous pouvons aussi vous annoncer que nous avons pu mettre en place les dispositions nécessaires qui nous permettent d'offrir la même opportunité aux collégiens des classes de 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> de l'île, dès la semaine prochaine.

Ces élèves, encore jeunes doivent se préparer à une complexité grandissante des apprentissages.

Certains sont encore en manque d'autonomie et un accompagnement physique de leur enseignant reste pour eux essentiel.

Parce que nous pouvions réunir les conditions pour la prise en charge de ces petits groupes d'élèves, nous avons choisi de le faire et de leur permettre de bénéficier de quelques semaines précieuses de cours avec leurs enseignants.



Pour ceux qui ne viennent pas, tout comme les élèves des autres niveaux, l'enseignement à distance sera maintenu.

Mes chers collègues, parmi les débats constructifs que nous devons mener, la question de l'éducation de nos enfants en temps de crise, quelque soit la crise, est un sujet central.

Irma nous l'a montré ! La crise du COVID-19, dans toute sa dimension dramatique, nous oblige à saisir l'opportunité de repenser demain.

Je parle du cours terme, bien sûr, car il va falloir envisager la rentrée de septembre, **pour tous les élèves cette fois**, en intégrant les conséquences potentielles de déconfinement à venir, telles que l'ouverture des dessertes aériennes internationales.

Mais plus encore, toutes nos habitudes doivent évoluer.

Nous devons nous montrer agiles et faire preuve d'imagination.

Je suis heureux que nos travaux de mise sous terre des réseaux d'électricité et de télécommunication, permettant d'équiper tout notre territoire en fibre, soit en cours d'achèvement.

Oui cela crée beaucoup d'insatisfaction chez ceux qui se plaignent de l'état des routes, sans cesse en travaux mais pas encore refaites.

Mais notre équipe a fait le choix d'entreprendre ce chantier, impopulaire, car long et pénible pour les usagers durant sa phase de construction.

Impopulaire, mais Ô combien utile.

Je préciserais sur ce point que notre délégation Cadre de Vie a mené des études prospectives pour la réfection des routes où l'ensemble des réseaux ont été enfouis.

Une première tranche de travaux de réfection des routes sera programmée sur un réseau allant d'Oyster Pond à Morne Valois.



Les consultations relatives à ces travaux vont pouvoir être lancées.

Des réseaux de télécommunications protégés sont des moyens qui seront précieux, indispensable dois-je dire, pour envisager demain.

Et le plan territorial de sauvegarde que nous allons vous présenter, document évolutif, sera, j'en suis persuadé, un appui utile à nos réflexions globales pour que notre capacité de résilience soit aidée, accompagnée, et renforcée en cas de besoin.

---

Je finirai par cette citation que j'ai pu entendre récemment et qui devrait tous nous accompagner dans notre manière d'envisager les crises que nous traversons :

*« Le mot CRISE en Chinois est représenté par deux idéogrammes qui signifient DANGER et OPPORTUNITÉ ».*

*Il y a toujours, dans une crise, la possibilité de changer, de s'ouvrir à autre chose, d'en comprendre les causes et d'essayer d'en tirer les conséquences.*

*Elle peut être une prise de conscience qui nous permet de vivre autrement, tant au niveau individuel que collectif. »*

Mesdames et messieurs,

faisons que cette nouvelle crise majeure nous mène à la prise de conscience individuelle et collective,

qui nous permettra vivre mieux et longtemps, ensemble.

Je vous remercie de votre attention.

Je vous invite maintenant à vous pencher avec moi sur les délibérations inscrites à notre séance de ce jour.





Merci.